

JUSTICE ET MÉDIAS, LES NOUVEAUX ARISTOCRATES DE LA V^e

C'EST EN 1974 À WASHINGTON QUE LA V^e RÉPUBLIQUE A 163
VACILLÉ ; mais elle ne l'a jamais su. Non, ce n'est pas le fruit
du machiavélisme de « Dear Henry » Kissinger. Pas un complot ni une
entreprise de déstabilisation. Pas même une nouvelle version de la para-
noïa française, particulièrement affûtée dès qu'il s'agit des menées de ce
qu'on n'appelle pas encore *l'hyperpuissance*. C'est plus simple et plus
complexe.

En cette année 1974, le président Richard Nixon, menacé
d'*impeachment*, est contraint de quitter la Maison-Blanche. On connaît
l'histoire. Les micros posés au siège du parti démocrate. L'enquête des
deux journalistes du *Washington Post*, Woodward et Bernstein. Gorge
Profonde. Nixon qui s'emmêle dans ses explications. Le « mensonge ». La
bataille médiatique, politique, juridique. Watergate. Nixon qui
baisse pavillon. Affolé, le président américain aurait échangé secrète-
ment sa démission contre l'abandon de toutes poursuites pénales.

On connaît bien cette histoire, comme on connaît bien la guerre du
Vietnam ou le cigare de Clinton et Monica. Puissance des médias amé-
ricains. Hollywood. Remarquable capacité de cette « machine » à digé-
rer l'histoire récente, et à fabriquer aussitôt bons et méchants, leçons et
mythes. À usage universel.

En l'occurrence, la « machine » hollywoodienne nous a vendu la
Liberté contre l'Absolutisme, des « Tintins » malins et débrouillards
contre un président paranoïaque et criminel, la Vérité contre le
Mensonge, la Transparence contre le Secret, l'Honnêteté et la Morale
contre le Cynisme machiavélique, la Jeunesse chevelue et intellectuelle
contre le Vieillard cacochyme accroché à ses hochets. Dustin Hoffman
et Robert Redford contre Anthony Hopkins.

Cette mythologie occulte une autre « réalité », le foisonnement des luttes, des ressentiments personnels, des haines de classes et de générations. Watergate fut aussi la revanche de la présidentielle de 1972, qui avait vu Richard Nixon écraser George Mc Govern. Le candidat démocrate était le héros de l'élite progressiste, de cette jeunesse universitaire des années soixante qui commençait alors à entrer dans la vie active. Ce sont eux, journalistes, avocats, juristes, etc., qui eurent sa peau. Nixon n'a jamais été renvoyé par le suffrage universel, mais par une campagne médiatique, judiciaire et parlementaire. Cette nouvelle alliance avait abattu le personnage le plus puissant de la planète, régulièrement investi par l'onction démocratique. C'était une première. Un tournant. Un changement radical dans les démocraties d'Occident. Une recette qui ne serait plus jamais oubliée.

164

Ce n'était pas un hasard. Nixon avait, le premier en Occident, trouvé une synthèse politique qui répondait à la révolution des années soixante. Une sorte de conservatisme populaire, qui s'appuyait sur le patriotisme, « la loi et l'ordre », face à l'internationalisme humaniste et au joyeux amoralisme prêchés par la génération montante. Cette droite-là avait eu l'intelligence de s'appuyer sur les sentiments populaires pour s'opposer aux aspirations de la nouvelle bourgeoisie, qui s'épanouirait trente ans plus tard, au faite de sa puissance, sous le surnom de BOurgoisie-BOhème.

En France, en cette même année 1974, Georges Pompidou se meurt. Avec le recul, l'analogie est frappante. L'héritier du général de Gaulle avait lui aussi inventé une synthèse politique conservatrice de droite, qui mariait morale traditionnelle, répression des « désordres », progrès industriel et social. Quoi qu'on en ait dit à l'époque, cette « ligne » plaisait beaucoup aux couches populaires. En mai 1968, l'accueil des ouvriers de Renault aux étudiants venus leur prêcher la bonne parole révolutionnaire fut au mieux amusé, au pire hostile. Les ouvriers voulaient des augmentations de salaires. Ils exigeaient une plus grosse part du gâteau, pas jeter le gâteau à la poubelle. Rien de plus, rien de moins. Georges (Séguy) s'entendait bien avec Georges (Pompidou). Le « peuple » n'avait que faire de la Révolution. Décevant, le « peuple ». Petit-bourgeois. Franchouillard. Et puis raciste. Macho. Tous des Bof. Ces jeunes bourgeois ne lui pardonneraient jamais sa « trahison ».

La rencontre entre la mythologie américaine du Watergate et la France pompidolienne commença par un énorme éclat de rire. Les « micros du Canard ». Comme si, en France, toutes nos importations

d'outre-Atlantique devaient passer par une période d'acclimatation parodique, un deuxième degré qui permet à la fois de flatter l'orgueil français du « on me la fait pas à moi » et de satisfaire l'appétit du gogo hexagonal, fasciné par tout ce qui vient d'Amérique. Les premières mesures de rock furent introduites par des pitreries d'Henri Salvador, dans les années cinquante ; les films noirs américains furent parodiés par les « ton-ton flingueurs » ; avant le McDonald's, il y eut Jacques Borel.

Mais Watergate imprégna en profondeur les jeunes gens qui faisaient leurs études dans les années soixante-dix. À l'époque, la jeunesse était fort politisée. Plus précisément, le Watergate devint le mythe fondateur de toute une génération de journalistes, celle qui prit son envol professionnel dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Un mythe fondateur qui ne se discute pas. Relève du sacré. Une icône. Un Graal. Une sorte de crèche de Noël d'un métier en pleine révolution.

165

Au cours de ces mêmes années soixante-dix, la frange la plus jeune, la plus déterminée, la plus politisée, la plus intelligente peut-être aussi, de la magistrature vivait avec passion la découverte exaltante du syndicalisme, de l'action collective, de l'engagement partisan, de l'efficacité médiatique mariée au moralisme sourcilleux et, il faut bien le dire aussi, de la haine sociale. Bruay-en-Artois. Le bourgeois, le notable était l'ennemi. Le politique aussi.

Dans la France pompidolienne, ce bouillonnement fut mis sous le couvercle. En 1969, le nouveau Premier ministre, Jacques Chaban-Delmas, avait pourtant adopté la stratégie inverse. Chaban avait monté à cru le cheval fougueux de 68. Nommé Desgraupes à la tête de l'ORTF pour libéraliser la télévision. Cette décision provoqua la plus terrible altercation entre le président de la République et son Premier ministre. La violence verbale fut inouïe. Pompidou ne pardonna jamais à Chaban de s'être « oublié » dans son bureau élyséen.

Pour des gaullistes, l'enjeu était de taille. Le général de Gaulle était entré dans l'histoire un micro à la main. Lorsqu'il quitta le pouvoir en 1946, la première décision de Vincent Auriol fut de lui interdire les antennes. C'est par la télévision et la radio, par son verbe souverain, qu'il renvoya les putschistes de l'Algérie française dans les ténèbres de la clandestinité. Pour le général de Gaulle, la presse écrite lui étant hostile, les médias audiovisuels devaient être « sa chose ». Mais en Mai 1968, on s'aperçut que le pouvoir gaulliste ne tenait rien du tout. D'où la stratégie libérale de Chaban. Chaban parti, l'ORTF redevint la « voix de la France ». Giscard refit du Chaban.

La gauche au pouvoir revécut en accéléré les différentes phases de

l'histoire de la télé. Peu à peu, au fil des statuts, des libéralisations, des privatisations, les journalistes s'émancipèrent de la tutelle du pouvoir. Mais la nature a horreur du vide. La Liberté n'est qu'un mot qui ne demande qu'à se faire chair. L'énorme majorité des journalistes se convertit, les uns par conviction militante, les autres par prudence, les troisièmes par panurgisme, aux idées libérales et libertaires, patchwork individualiste, entrepreneurial, humanitaire, droit-de-l'homme, progressiste, féministe, favorable de principe à toutes les minorités, sexuelles surtout, avec une compassion irrépressible pour les sans-papiers ou les jeunes, enfants de l'immigration. Ce n'était pas la droite, mais ce n'est pas la gauche non plus, en tout cas pas toute la gauche. C'était le « politiquement correct ». Toujours le rêve américain. La télévision porta cette idéologie avec la puissance simplificatrice du média.

166 Les contraintes techniques se cumulaient ainsi avec les évolutions culturelles : culte de l'instant et de l'individu, obsession de la transparence, du scoop, spontanéisme anti-étatique.

La profession subit dans le même temps des bouleversements formidables, entraînés par la massification de l'enseignement supérieur, la féminisation du recrutement, la prolétarianisation des rémunérations, la taylorisation des conditions de travail, la tiers-mondisation de sa sociologie. Aux dilettantes cultivés de jadis ont succédé de jeunes journalistes travailleurs, dynamiques, mais sans mémoire. La magistrature, comme toutes ces classes moyennes intellectuelles, subit peu ou prou les mêmes mutations sociologiques et idéologiques.

Aux États-Unis, ces évolutions techniques et culturelles reposent sur un socle puissant, mélange séculaire de prise de risque individuelle et de méfiance de l'État liberticide. Le refoulement de l'État fédéral américain, sous l'action conjuguée du droit, du marché et des médias, clôt avec Nixon, Reagan et Clinton une parenthèse qui s'était ouverte avec Roosevelt. En France, cette révolution clôt une Histoire de mille ans.

La V^e République est particulièrement affectée par cette (r)évolution. Dans l'esprit du général de Gaulle, en effet, les nouvelles institutions assuraient la réconciliation vainement tentée de la Monarchie et de la République. Un « problème vieux de 169 ans », disait-il en toute connaissance de cause. Le Général reprenait à son compte la triade aristotélicienne qui combinait, dans son régime idéal, les principes monarchiques, aristocratiques et démocratiques.

On a souvent caricaturé de Gaulle en monarque absolu, un Louis XIV impérieux, propulsé par erreur au XX^e siècle. De Gaulle res-

semble davantage à Richelieu. Farouche, il ne partage le pouvoir avec personne, mais il se soumet à son roi. Un roi faible, hésitant, velléitaire, qui complotte contre son cher cardinal, puis abandonne ses complices au bourreau. Un roi que Richelieu manipule, tance, menace, circonvient de petites manœuvres en grand chantage à la démission : « Moi ou le chaos. » Le Louis XIII de De Gaulle-Richelieu, c'est tout simplement le peuple français. En 1969, de Gaulle se retire parce qu'il n'est plus en cour.

Selon l'historienne Odile Rudelle, le général de Gaulle aurait ainsi, plus de cent cinquante ans après, accompli le rêve de Louis XVI. Déjà, sur les conseils de Necker, le roi avait insisté pour que la base des états généraux fût la plus large possible. Acculé depuis la prise de la Bastille, le monarque préparait l'adoption du suffrage universel, espérant que le peuple, supposé légitimiste, submergerait les élites révolutionnaires et les sections de sans-culottes parisiens. Selon cette historienne iconoclaste, la crainte sourde du suffrage universel par la gauche et la pusillanimité de la droite, prise entre les « mensonges des bonapartistes, la prison dorée parlementariste des orléanistes » et le refus du comte de Chambord d'assumer la tradition populaire et élective de la monarchie française – en dépit de l'enseignement inspiré de Chateaubriand –, constitueraient le fil rouge de notre histoire politique. La V^e République gaullienne aurait permis à la droite française de rompre cette malédiction séculaire¹.

167

Élection présidentielle, référendum, responsabilité du chef de l'État. Le peuple est le souverain et le président est « l'homme de l'essentiel ». Dans ce tête-à-tête tumultueux entre le peuple-roi et son président-cardinal, il n'y a guère de place pour les tiers, pour des aristocraties, pour des Parlements. Entre 1958 et 1962, de Gaulle a éliminé les députés et les vieux partis de la IV^e. Mais, dès les années soixante-dix, l'aristocratie colbertienne des énarques accaparait l'essentiel du pouvoir. Première dérive. L'idéologie collective qui la portait est encore proche du gaullisme originel, fondée sur l'indépendance nationale et le progrès social. Dans les années quatre-vingt, on assiste à une montée en puissance de nouvelles aristocraties, médias et juges. Dans les années quatre-vingt-dix, ces dernières triomphent. Les énarques jettent l'éponge, quittent la politique pour l'entreprise, ou font allégeance aux nouveaux maîtres. Les concepts de transparence, de morale, de droits de l'homme, d'humanisme internationaliste, d'Europe deviennent les maîtres du champ politique.

1. Odile Rudelle, « Le suffrage universel », in Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire des droites en France*, t. 3, Gallimard, 1992.

On l'a bien vu lors des développements de l'affaire ELF. Il est évident que l'entreprise publique fut la vache à lait de la République et de ses partis politiques, finançant campagnes électorales, voyages, petits et grands plaisirs de ces messieurs. Il est non moins évident que, dans l'idée du général de Gaulle, ELF n'était pas une entreprise comme les autres, mue par la recherche du profit maximal. Son principe fondateur était l'intérêt national. ELF fut initialement conçue comme une machine de guerre contre l'impérialisme américain dans le secteur pétrolier. Pour de Gaulle, ELF était une officine d'espionnage, de coups tordus, voire de « pronunciamientos » contre des chefs d'État africains qui avaient manqué à la France, autant que de prospection pétrolière. Ce n'est pas un hasard si son premier président fut Guillaumat, ancien patron du contre-espionnage français. Mais pour Eva Joly, comme pour le journal *Le Monde*, qui relaie largement ses investigations, l'intérêt national doit céder devant le primat de la morale et de la transparence.

Peu à peu, les politiques les plus intelligents ont compris cette nouvelle hiérarchie des valeurs. Lorsqu'un ancien Premier ministre, grand blessé du pouvoir, veut revenir en grâce auprès de ses nouveaux maîtres, il sait ce qu'il lui reste à faire : s'il est de droite, il prône l'ouverture des frontières en masse aux immigrés ; c'est ce que déclara Alain Juppé l'an dernier. Depuis lors, il est traité fort aimablement par *Libération* ou *Le Monde*. Un hasard sans doute. S'il est de gauche, il tempête pour la réduction d'impôts. C'est ce qu'écrivit Fabius avant de rentrer au gouvernement.

Cette ligne libérale-libertaire n'est pas très... populaire. Mais l'objectif de ces nouvelles aristocraties est justement de retirer le pouvoir exorbitant donné par de Gaulle au peuple. Le « peuple » est, depuis Mai 1968, l'ennemi juré de ces nouvelles élites. Pour elles, le peuple est toujours dans les « mauvais » combats, Le Pen, Maastricht, Tapie. On ne peut plus le laisser diriger le pays.

Une double évolution a permis ce hold-up. Les successeurs du Général ont oublié d'appliquer les principes de responsabilité, s'accrochant au pouvoir, même lorsque le peuple les avait désavoués. Les nouvelles élites, au nom de principes qu'ils estiment supérieurs, droits de l'homme, morale, universalisme, assimilent toute expression un peu rude de la volonté générale au fascisme. On a vu des juges refuser d'appliquer des lois au nom de principes supérieurs. Les médias déterminent en Europe un « périmètre de démocratie » de plus en plus étroit, qui prétend interdire à ceux qui en sont exclus d'exercer le pouvoir. Les

héritiers de Guizot combattent toujours sans répit « l'idolâtrie démocratique ».

Entre les médias et les politiques, une vie autonome s'organise, faite de petites haines et de petits services, de méfiances et de complicités, complètement déconnectée du pays. Une sorte de Versailles virtuel se façonne ainsi au jour le jour, protégeant le pouvoir des foucades d'un peuple turbulent et mal pensant. Aidés par les médias, les magistrats ont peu à peu imposé un trio. Et c'est bien connu depuis Bismarck, « dans une alliance à trois, il faut être l'un des deux ».

Détournés de la source de leur légitimité, les principes fondateurs de la V^e sont subvertis. Le « secret » n'est plus de mise. Secret des délibérations, des conflits, des coups tordus. La V^e République avait la religion du secret. Il y eut entre de Gaulle et Pompidou des conflits homériques, dont le détail n'a été connu qu'après. Le général de Gaulle jouait du secret et de l'effet de surprise avec une maestria de stratège napoléonien.

169

Le principe des médias, c'est au contraire la transparence. Tout est aujourd'hui dans la presse. Les hommes politiques décrivent leurs stratégies avant même de les avoir mises en œuvre. Leurs rivaux sont avertis en temps réel de leurs intentions. Michel Rocard à Matignon ouvrait des « chantiers » qu'il ne fermait jamais. Et y renonçait dès que les sondages l'en priaient. Il avait même théorisé et glorifié cette soumission à « la démocratie d'opinion ».

Le principe du judiciaire, c'est l'aveu. Entre les juges et les médias, chacun se sert de l'autre pour « faire parler » le politique. Il a fallu tout le génie manœuvrier d'un Mitterrand, et de son acolyte, Jacques Pilhan, pour conserver, à force d'habiletés, de subterfuges, de machiavélisme, la maîtrise d'un temps qui s'échappait de partout.

Or, la politique, c'est d'abord la gestion du temps. Temps parlementaire, temps électoral, temps de la communication. Ce sont désormais les médias qui donnent le tempo. Quand Lionel Jospin délivrera-t-il son grand discours sur l'Europe ? Quand Jacques Chirac répondra-t-il aux révélations de la cassette Mery ? Le temps politique, balisé par les échéances électorales, est pris en tenailles entre le temps court des médias, ultracourt pour la télévision, et le temps long, interminable, des instructions judiciaires. Lorsqu'un ministre est mis en examen, il doit aussitôt démissionner. C'est ce que les journaux appellent pompeusement la « jurisprudence Beregovoy-Balladur ». Sans doute pour donner une onction juridique et morale à ce qui n'est qu'un

diktat médiatique. Tapie, Longuet, Carignon, Roussin, Strauss-Kahn. Peu importe le résultat final des investigations judiciaires. L'alliance des juges et des médias fait et défait les gouvernements, comme jadis le Parlement, « délices et poisons » des III^e et IV^e Républiques.

Étonnantes retrouvailles. Lorsque Arnaud Montebourg écrit un pamphlet contre le président de la République et la V^e République, il retrouve spontanément les arguments du *Coup d'État permanent*. Quand il cherche à tout prix à « démonarchiser » le chef de l'État, Montebourg, avocat de formation, grand consommateur de gloire médiatique, parangon d'une gauche libérale-libertaire, est à la jonction de toutes ces influences. Il veut en finir avec la V^e République et réinventer une IV^e idéale.

170

Au bout de quarante ans, la V^e République accoucherait ainsi d'un système qui ressemble beaucoup à son prédécesseur, en plus glamour, plus moderne, avec de nouvelles élites, mais qu'anime toujours la même obsession que leurs devancières : confisquer le pouvoir au peuple. Ou plutôt l'encadrer, le discipliner, le canaliser. Le vider de sa substance. Réduire le suffrage universel à une élégante coquille vide. Le vieux rêve toquevillien de toutes les aristocraties, depuis l'insoutenable traumatisme de la Révolution française.

R É S U M É

Le principe de la V^e République, c'est le secret. Le principe des médias, c'est la transparence. Le principe du judiciaire, c'est l'aveu. Depuis des années, juges et journalistes se sont alliés pour « faire parler le politique ». Entre le temps court du média, et le temps long du juge, le politique ne maîtrise plus rien. Or, la V^e République reposait sur le tête-à-tête entre le peuple souverain et « l'homme de l'essentiel », président de la République. Depuis dix ans, ont ainsi émergé de nouvelles puissances, nouvelles élites, nouvelles aristocraties. Qui portent une nouvelle idéologie : le politiquement correct. Un seul objectif semble les guider : arracher la réalité du pouvoir au peuple. Et vider de sa substance le suffrage universel, base de la V^e République.